

▼ Accès au(x) document(s)

Accéder au(x) document(s) :

 <https://docassas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/433d226e-8db8-4dfe-882e-4f10e43d5530>

 <https://docassascujas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/433d226e-8db8-4dfe-882e-4f10e43d5530> 

Ce document est protégé en vertu du Code de la Propriété Intellectuelle.

Modalités de diffusion de la thèse :

- **Thèse soumise à l'embargo de l'auteur : embargo illimité (communication intranet).**

▼ Informations sur les contributeurs

Auteur : [Clavière Alexis de](#)

Date de soutenance : 26-11-2022

Directeur(s) de thèse : [Dauxerre Lydie](#)

Etablissement de soutenance : [Université Paris-Panthéon-Assas](#)

Ecole doctorale : [École doctorale de droit privé \(Paris : 1992-....\)](#)

▼ Informations générales

Discipline : Droit social

Classification : Droit

Mots-clés libres : Allègements de cotisations sociales, Coût du travail, Exonération de cotisations sociales, Niches sociales, Prélèvements obligatoires, Assiette de cotisations sociales, Régime social de faveur, Rémunération, Sécurité sociale, Urssaf

Mots-clés :

- Droit social
- Main-d'oeuvre -- Coût
- Sécurité sociale -- Cotisations
- Subventions à l'emploi
- Impôt -- Dégrèvement
- Dépenses fiscales
- Caisses de sécurité sociale

Résumé : Parfois qualifiée de « niche sociale », l'exonération correspond à l'évitement des prélèvements sociaux dus par le salarié ou par l'employeur, voire par l'un et par l'autre. Elle se matérialise tant lors de l'identification de l'assiette d'assujettissement (exemption ou absence d'assujettissement) que lors de la détermination du montant des prélèvements dus (allègement de cotisations). Par l'évitement des charges sociales qu'elle emporte, l'exonération permet d'optimiser les rémunérations ou d'alléger le coût du travail, notamment pour les salariés rencontrant des difficultés d'emploi. Le législateur la promeut au fil de ses réformes ; il en multiplie les techniques d'application. Les coûts qu'elle engendre pour l'État et la sécurité sociale – plus de 72 milliards d'euros en 2022 – justifient son encadrement normatif et son contrôle par l'URSSAF. Les entreprises, principales bénéficiaires, se confrontent ainsi à une multitude d'opportunités alors qu'un faux pas pourrait au prononcé d'un redressement. L'appréhension du régime de l'exonération et de ses différentes déclinaisons s'impose. D'une part, l'étude des exemptions d'assiette renvoie à la qualification de la « rémunération » au sens du droit de la sécurité sociale et met en lumière ses contours imparfaits. D'autre part, l'analyse des allègements de cotisations sociales révèle l'existence d'un droit commun de l'exonération qui est indéniablement perfectible.

▼ Informations techniques

Type de contenu : Text

Format : PDF

▼ Informations complémentaires

Entrepôt d'origine : 

Identifiant : 2022ASSA0084

Type de ressource : Thèse

